

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2003 — 56

[S - C - 2002/29636]

**19 DECEMBRE 2002.** — Décret portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, le Fonds Ecoreuil de la Communauté française, l'euro, les institutions universitaires, le Centre hospitalier universitaire de Liège, les centres psycho-médico-sociaux, les services de promotion de la santé à l'école, l'enseignement et le centre technique horticole de Gembloux (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup> — *Des dispositions relatives aux Fonds budgétaires*

**Article 1<sup>er</sup>.** Un point 58 est ajouté au tableau annexé au décret du 27 octobre 1997 contenant les Fonds budgétaires figurant au budget général des Dépenses de la Communauté française selon le tableau joint en annexe I<sup>er</sup> du présent décret.

**Art. 2.** Le point 51 du tableau annexé au décret du 27 octobre 1997 contenant les Fonds budgétaires figurant au budget général des Dépenses de la Communauté française est modifié selon le tableau joint en annexe II du présent décret.

CHAPITRE II. — *Des dispositions relatives au Fonds Ecoreuil de la Communauté française*

**Art. 3.** A l'article 18, 1<sup>o</sup>, 2<sup>e</sup> phrase, du décret du 20 juin 2002 relatif à la création du Fonds Ecoreuil de la Communauté française, les mots « au minimum » sont insérés entre les mots « correspondent » et « à un pourcentage ».

CHAPITRE III. — *Des dispositions relatives à l'euro*

**Art. 4.** En application de l'article 5 du décret du 8 février 1999 relatif à l'euro, modifié par le décret-programme du 20 décembre 2001 portant diverses mesures concernant les Fonds budgétaires, le passage à l'euro, l'enseignement et les bâtiments scolaires, sont confirmés avec effet aux dates de leur entrée en vigueur respective :

1. Les articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 10, 11, 12 et 13 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 novembre 2001 pris en exécution de l'article 5 du décret du 8 février 1999 relatif à l'euro;

2. Les articles 1<sup>er</sup>, 2, 3, 6, 7 et 8 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 juin 2002 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 novembre 2001 pris en exécution de l'article 5 du décret du 8 février 1999 relatif à l'euro;

3. Les articles 2, 3 et 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juin 2002 portant exécution du décret du 8 février 1999 relatif à l'euro en ce qui concerne les dispositions relatives à la RTBF.

CHAPITRE IV. — *Des dispositions relatives aux Institutions universitaires*

**Art. 5.** L'article 29, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, tel que modifié, est remplacé par la disposition suivante :

« Chaque année, à partir de l'année budgétaire 2003, les montants de base visés aux alinéas précédents sont adaptés aux variations de l'indice-santé des prix à la consommation selon la formule :

$$\frac{(\text{Montant de base} \times \text{indice-santé de décembre de l'année budgétaire concernée}) \times 1,0015}{\text{indice-santé de décembre 1998}}$$

CHAPITRE V. — *Des dispositions relatives au Centre hospitalier universitaire de Liège*

**Art. 6.** L'article 6, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal n° 542 du 31 mars 1987 portant l'organisation, le fonctionnement et la gestion des hôpitaux universitaires de l'Etat à Gand et à Liège, tel que modifié par le décret du 5 juillet 1993 du Conseil de la Communauté française et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 novembre 2001, est complété par un treizième point rédigé comme suit :

« 13° décider, sur autorisation du Gouvernement, des prises de participation du Centre hospitalier universitaire de Liège dans le capital d'autres organismes ou sociétés en vue de la réalisation de sa mission, telle que définie par le présent arrêté. »

**Art. 7.** A l'article 6 de l'arrêté royal n° 542 du 31 mars 1987, après le premier paragraphe, est inséré un paragraphe, libellé comme suit :

« § 1<sup>bis</sup>. Le conseil d'administration du Centre hospitalier universitaire de Liège est habilité, par dérogation à l'article 11, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 16 mars 1954 relatif au contrôle de certains organismes d'intérêt public, et conformément à l'article 2, § 2, de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicable au personnel des services du Gouvernement de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, à décider que les engagements de personnel au sein du Centre hospitalier pourront se faire par contrat de travail. Le cas échéant, le conseil d'administration peut réserver l'application de cette décision à certaines catégories de personnel. »

**Art. 8.** A l'article 6, § 2, de l'arrêté royal n° 542 du 31 mars 1987 est inséré un point 3 rédigé de la façon suivante :

« 3° la fixation, d'initiative ou sur proposition du Comité de Direction, des règles administratives et pécuniaires applicables au personnel contractuel, en ce compris les critères objectifs utiles au recrutement de ce personnel selon les catégories de personnel. »

**Art. 9.** Le Gouvernement peut adapter la numérotation des articles et des subdivisions des articles de l'arrêté royal n° 542 du 31 mars 1987 précité.

**Art. 10.** Il est alloué annuellement une subvention de 1.720.000 euros au Centre hospitalier universitaire de Liège.

Cette subvention est destinée exclusivement à la constitution du capital du Centre et sera justifiée annuellement par ce dernier conformément aux articles 55 et 58 de l'arrêté royal du 17 juillet 1990 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'Etat.

Elle est indexée annuellement selon l'indice général des prix à la consommation.

#### CHAPITRE VI. — *Des dispositions relatives aux Centres psycho-médico-sociaux*

**Art. 11.** Par dérogation à l'article 3 de la loi du 1<sup>er</sup> avril 1960 relative aux centres psychomédico-sociaux, il est attribué hors cadre, pour l'année scolaire 2002-2003, au CPMS de Verviers : un(e) conseiller(ère) psychopédagogique à 1/4 temps, un(e) assistant(e) social(e) à 1/2 temps et un (e) auxiliaire paramédical(e) à 1/2 temps.

**Art. 12.** L'article 52 de l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux, est complété par l'alinéa suivant :

« Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, c) et d), le montant des subventions est fixé, pour l'année scolaire 2001-2002, au montant accordé pour l'année scolaire 2000-2001, tel qu'il a été établi sur la base de l'article 3 du décret-programme du 12 juillet 2001 portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, l'enseignement, les centres de vacances et l'inspection médicale scolaire, indexé selon le rapport de l'indice général des prix à la consommation entre le 1<sup>er</sup> janvier 2002 et le 1<sup>er</sup> janvier 2001.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, c) et d), le montant des subventions est fixé, pour l'année scolaire 2002-2003, au montant accordé pour l'année scolaire 2001-2002, tel qu'il a été établi à l'alinéa précédent, indexé selon le rapport de l'indice général des prix à la consommation entre le 1<sup>er</sup> janvier 2003 et le 1<sup>er</sup> janvier 2002. »

**Art. 13.** Les dotations de fonctionnement des centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté française sont augmentées pour les années scolaires 2001-2002 et 2002-2003 sur la même base que l'augmentation des subventions visées à l'article 52, alinéas 3 et 4, de l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux.

#### CHAPITRE VII. — *Des services de promotion de la santé à l'école*

**Art. 14.** Dans la limite des crédits budgétaires, la Communauté française attribue, pour l'année scolaire 2002-2003, les allocations et indemnités suivantes pour la vaccination contre le méningocoque C réalisée en faveur des élèves soumis à la promotion de la santé à l'école :

1° aux médecins attachés à un service de promotion de la santé à l'école agréé : une allocation de 1,69 euro par vaccination effectuée;

2° au pouvoir organisateur du service de promotion de la santé à l'école à laquelle le médecin vaccinateur est attaché : une indemnité de 1,12 euro par vaccination effectuée.

#### CHAPITRE VIII. — *Des dispositions relatives à l'enseignement*

**Art. 15.** A l'article 4, § 1<sup>er</sup>, 3°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 mars 1995 fixant les conditions de collation du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) - orientation santé mentale et psychiatrique, tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 3 avril 1998 et du 8 novembre 2001 est ajouté un point g), libellé comme suit :

« g) certificat correspondant au certificat d'études de sixième année de l'enseignement secondaire professionnel (secteur du service aux personnes) de plein exercice, délivré par l'enseignement de promotion sociale en application de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 1999 approuvant le dossier de référence de la section « complément de formation générale (code 041600S20D1) en vue de l'obtention du certificat correspondant au certificat d'études de sixième année de l'enseignement secondaire professionnel (secteur du service aux personnes) de l'enseignement de plein exercice. »

**Art. 16.** Les dotations de fonctionnement des internats de l'enseignement fondamental, secondaire et spécial sont fixées forfaitairement comme suit :

a) élève interne relevant de l'enseignement ordinaire : 1.900 euros;

b) élève interne relevant de l'enseignement spécial de type 1, 2, 3, 5 et 8 : 2.375 euros;

c) élève interne relevant de l'enseignement spécial de type 4 : 2.850 euros.

Ces dotations forfaitaires sont liées à l'indice général des prix à la consommation 125 de septembre 1997, en base 1988. Les montants sont indexés, chaque année civile, sur l'indice général des prix à la consommation à la date du 1<sup>er</sup> janvier.

**Art. 17.** Par dérogation à l'article 32, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, le montant des subventions de fonctionnement, en ce qui concerne les internats, est fixé pour l'année scolaire 2002-2003 au montant accordé pour l'année scolaire 2001-2002 sur la base de l'article 21, alinéa 2, du décret du 12 juillet 2001 visant à améliorer les conditions matérielles des établissements de l'enseignement fondamental et secondaire, indexé selon le rapport de l'indice général des prix à la consommation entre le 1<sup>er</sup> janvier 2003 et le 1<sup>er</sup> janvier 2002.

**Art. 18.** L'article 6, § 4, du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour missions et des mises en disponibilité pour missions spéciales dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, modifié par les décrets des 17 juillet 1998, 8 février 1999 et 20 décembre 2001 est complété par l'alinéa suivant :

« Le nombre global visé à l'alinéa 3, ne comprend toutefois pas les congés pour mission accordés dans le cadre de la formation en cours de carrière. »

**Art. 19.** L'article 18, § 2, du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« Il ne comprend toutefois pas les mises en disponibilité pour exercer une mission spéciale auprès d'une école européenne. »

**Art. 20.** L'article 7 de l'arrêté royal 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux est complété par l'alinéa suivant :

« L'article 8 s'applique aux commissaires et délégués du Gouvernement des institutions universitaires de la Communauté française. »

**Art. 21.** A l'article 7 du décret du 24 juin 1996 relatif au programme d'urgence pour les bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française, les mots « et 2002 » sont remplacés par les mots « 2002 et 2003 ».

**Art. 22.** A l'article 20 du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécial, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 2, alinéa 2, est complété par la phrase suivante :

« Il peut également s'en remettre, quant à l'organisation des formations, à l'organe de représentation et de coordination auquel il est affilié. »;

2° le § 3, alinéa 2, est complété par la phrase suivante :

« Il peut également s'en remettre, quant à l'organisation des formations, à l'organe de représentation et de coordination auquel il est affilié. »

#### CHAPITRE IX. — *Des dispositions relatives au Centre technique horticole de Gembloux*

**Art. 23.** A l'article 3, 1°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 novembre 2001 portant création d'un centre technique horticole de l'enseignement de la Communauté française à Gembloux, les mots « dont le directeur du centre et » sont insérés entre les mots « organisé par la Communauté française » et les mots « dont le chef d'établissement de l'Institut technique horticole ».

**Art. 24.** L'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 4. L'emploi de directeur d'un centre technique horticole de l'enseignement de la Communauté française est accessible aux membres du personnel titulaires de l'une des fonctions de recrutement ou de sélection suivantes :

1° professeur de cours généraux, professeur de morale, professeur de cours spéciaux, professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle, professeur de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré supérieur;

2° chef d'atelier;

3° proviseur, sous-directeur. »

**Art. 25.** Il est inséré dans le même arrêté un nouvel article *4bis* libellé comme suit :

« Article *4bis*. Les candidats à la fonction de directeur du centre technique horticole sont classés dans l'ordre de leurs mérites par un jury constitué par le Gouvernement.

Pour classer les candidats, le Jury prend en considération les bulletins de signalement, les rapports d'inspection et tous les éléments apportés par le candidat qui ont contribué à lui assurer une formation et une expérience qui répondent au profil de la fonction à conférer. »

**Art. 26.** Il est inséré dans le même arrêté un nouvel article *4ter* libellé comme suit :

« Article *4ter*. Le directeur du centre technique horticole de l'enseignement de la Communauté française est nommé par le Gouvernement. »

**Art. 27.** Il est inséré dans le même arrêté un nouvel article *4quater* libellé comme suit :

« Article *4quater*. Pour l'application des dispositions réglementaires statutaires, non contraires aux articles du présent arrêté, le Centre est assimilé à un établissement d'enseignement et le directeur du Centre est assimilé à un chef d'établissement.

A cet égard, le directeur du Centre reste régi par les dispositions réglementaires, non contraires aux articles du présent arrêté, relatives au statut administratif et pécuniaire qui lui étaient applicables avant sa nomination au sein du Centre. »

**Art. 28.** Dans l'article 6 du même arrêté, les mots « le chargé de mission prévu à l'article 4 » sont remplacés par les mots « le directeur du Centre ».

**Art. 29.** Dans l'article 8 du même arrêté, les mots « du chargé de mission visé à l'article 4 » sont remplacés par les mots « du directeur du Centre ».

**Art. 30.** Il est inséré dans le même arrêté un nouvel article *10bis* libellé comme suit :

« Article *10bis*. Le chargé de mission exerçant, à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2003, la tâche de la direction du Centre technique horticole de l'enseignement de la Communauté française à Gembloux est réputé nommé à la fonction de directeur d'un centre technique horticole à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2003, sauf demande écrite contraire de sa part adressée au Gouvernement dans les 15 jours. »

**Art. 31.** L'article 4 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection est complété comme suit :

« 6° directeur d'un centre technique horticole de l'enseignement de la Communauté française. »

**Art. 32.** A l'article 8, alinéa 2, du même décret, les mots « de directeur d'un centre d'auto-formation et de formation continuée ou de directeur d'un centre de dépaysement et de plein air » sont remplacés par les mots « de directeur d'un centre d'auto-formation et de formation continuée, de directeur d'un centre de dépaysement et de plein air ou d'un directeur d'un centre technique horticole de l'enseignement de la Communauté française. »

**Art. 33.** A l'article 34 du même décret modifié par le décret du 19 juillet 2001, les mots « de directeur d'un centre d'auto-formation et de formation continuée et de directeur d'un centre de dépaysement et de plein air » sont remplacés par les mots « de directeur d'un centre d'auto-formation et de formation continuée, de directeur d'un centre de dépaysement et de plein air et de directeur d'un centre technique horticole de l'enseignement de la Communauté française. »

**Art. 34.** A l'article 40 du même décret modifié par le décret du 19 juillet 2001, les mots « de directeur d'un centre d'auto-formation et de formation continuée et de directeur d'un centre de dépaysement et de plein air » sont remplacés par les mots « de directeur d'un centre d'auto-formation et de formation continuée, de directeur d'un centre de dépaysement et de plein air et de directeur d'un centre technique horticole de l'enseignement de la Communauté française ».

#### CHAPITRE X. — Des dispositions finales

**Art. 35.** L'article 15 produit ses effets le 1<sup>er</sup> septembre 1999.

Les articles 12, alinéa 1<sup>er</sup>, et 13, produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> septembre 2001.

Les articles 11, 12, alinéa 2, 14, 17, 18 et 21, produisent leur effets le 1<sup>er</sup> septembre 2002.

Les autres articles entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2003.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 décembre 2002.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,  
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,  
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,  
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,  
R. MILLER.

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme N. MARECHAL

#### Note

(1) *Session 2002-2003.*

*Documents du Conseil.* — Projet de décret, n° 343-1. — Avis des commissions, n°s 343-2 et 3. — Amendement de commission, n° 343-4. — Rapport, n° 343-5.

*Comptes rendu intégraux* — Discussion. Séance du 10 décembre 2002. — Adoption. Séance du 11 décembre 2002.

Annexe I<sup>re</sup> du décret programme portant diverses mesures concernant les Fonds budgétaires, le Fonds Ecureuil de la Communauté française, l'euro, les Institutions universitaires, le Centre hospitalier universitaire de Liège, les Centres psycho-médico-sociaux, les Services de promotion de la santé à l'école, l'Enseignement et le Centre technique horticole de Gembloux

Dénomination du Fonds budgétaire	Nature des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées
58. Fonds pour des programmes d'actions ou de formation de réinsertion professionnelles et sociales à l'intervention de l'enseignement à distance (A)	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'action ou de formation de réinsertion professionnelles et sociales à l'intervention de l'enseignement à distance	Dépenses entraînées par des programmes d'action ou de formation de réinsertion professionnelle et sociale à l'intervention de l'enseignement à distance

Annexe II du décret-programme portant diverses mesures concernant les Fonds budgétaires, le Fonds Ecureuil de la Communauté française, l'euro, les Institutions universitaires, le Centre hospitalier universitaire de Liège, les Centres psycho-médico-sociaux, les Services de promotion de la santé à l'école, l'Enseignement et le Centre technique horticole de Gembloux

Dénomination du Fonds budgétaire	Nature des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées
51. Fonds d'aide à la création d'oeuvres multimédias (A)	Recettes provenant de l'accord de coopération relatif à l'affectation de 30 % de la rémunération pour copie privée à des fins de promotion de la création d'oeuvres sonores et audiovisuelles	Soutien financier aux projets de création d'oeuvres audiovisuelles, musicales et multimédias. Le Gouvernement détermine par arrêté les modalités d'affectation du produit de la rémunération pour copie privée à la promotion de la création d'oeuvres sonores, audiovisuelles et multimédias.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 56

[S - C - 2002/29636]

**19 DECEMBER 2002.** — **Decreet houdende verschillende maatregelen betreffende de begrotingsfondsen, het « Fonds Ecureuil » van de Franse Gemeenschap, de euro, de universitaire instellingen, het « Centre hospitalier universitaire de Liège », de psycho-medisch-sociale centra, de diensten voor de gezondheids promotie op school, het onderwijs en het « Centre technique horticole de Gembloux »** (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen betreffende de begrotingsfondsen*

**Artikel 1.** In de tabel gevoegd bij het decreet van 27 oktober 1997 houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap wordt een punt 58 ingevoegd volgens de tabel gevoegd in bijlage I van dit decreet.

**Art. 2.** Punt 51 van de tabel gevoegd bij het decreet van 27 oktober 1997 houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap wordt gewijzigd volgens de tabel gevoegd in bijlage II van dit decreet.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen betreffende het « Fonds Ecureuil » van de Franse Gemeenschap*

**Art. 3.** In artikel 18, 1°, 2e zin, van het decreet van 20 juni 2002 betreffende de oprichting van het « Fonds Ecureuil » van de Franse Gemeenschap, wordt het woord « minstens » ingevoegd tussen de woorden « stemmen » en « met een percentage ».

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen betreffende de euro*

**Art. 4.** Met toepassing van artikel 5 van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de euro, gewijzigd bij het programmadecreet van 20 december 2001 houdende verschillende maatregelen betreffende de begrotingsfondsen, de overgang naar de euro, het onderwijs en de schoolgebouwen, worden met uitwerking met ingang van de datums van hun respectieve inwerkingtreding bevestigd :

1. De artikelen 2, 3, 4, 5, 6, 7, 10, 11, 12 en 13 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 november 2001 tot uitvoering van artikel 5 van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de euro;

2. De artikelen 1, 2, 3, 6, 7 en 8 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 juni 2002 tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 november 2001 tot uitvoering van artikel 5 van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de euro;

3. De artikelen 2, 3 en 4 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 juni 2002 tot uitvoering van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de euro met betrekking tot de bepalingen over de RTBF.

HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen betreffende de universitaire instellingen*

**Art. 5.** Artikel 29, § 1, lid 3, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, zoals gewijzigd, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Elk jaar, vanaf het begrotingsjaar 2003, worden de basisbedragen bedoeld in de vorige leden aangepast aan de schommelingen van de gezondheidsindex van de consumptieprijzen volgens de formule :

$$\frac{(\text{Basisbedrag} \times \text{gezondheidsindex van het betrokken begrotingsjaar} \times 1,0015)}{\text{gezondheidsindex van december 1998}}$$

HOOFDSTUK V. — *Bepalingen betreffende het « Centre hospitalier universitaire de Liège »*

**Art. 6.** Artikel 6, § 1, van het koninklijk besluit nr. 542 van 31 maart 1987 houdende de organisatie, de werking en het beheer van de Rijksuniversitaire ziekenhuizen van Gent en Luik, zoals gewijzigd bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 5 juli 1993 en bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 november 2001, wordt aangevuld met een dertiende punt, luidend als volgt :

« 13° het beslissen, met de instemming van de Regering, over de deelneming van het « Centre hospitalier universitaire de Liège » in het kapitaal van andere instellingen of maatschappijen, met het oog op de vervulling van zijn opdracht bepaald bij dit besluit. »

**Art. 7.** In artikel 6 van het koninklijk besluit nr. 542 van 31 maart 1987, na paragraaf 1, wordt een paragraaf *1bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« § *1bis*. In afwijking van artikel 11, § 1, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, en overeenkomstig artikel 2, § 2, van het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, is de raad van bestuur van het « Centre hospitalier universitaire de Liège » ertoe gemachtigd te beslissen dat de werving van het personeel binnen het « Centre hospitalier » door middel van een arbeidsovereenkomst kan plaatsvinden. In voorkomend geval kan de raad van bestuur de toepassing van die beslissing voorbehouden voor sommige personeelscategorieën. »

**Art. 8.** In artikel 6, § 2, van het koninklijk besluit nr. 542 van 31 maart 1987 wordt een punt 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« 3° het vaststellen, op eigen initiatief of op voorstel van het directiecomité, van de administratieve en geldelijke regels die van toepassing zijn op het contractueel personeel, met inbegrip van de objectieve criteria die nuttig zijn voor de werving van dat personeel volgens de personeelscategorieën. »

**Art. 9.** De Regering kan de nummering van de artikelen en van de onderverdelingen van de artikelen van het voormelde koninklijk besluit nr. 542 van 31 maart 1987 aanpassen.

**Art. 10.** Er wordt een subsidie van 1.720.000 euro jaarlijks toegekend aan het « Centre hospitalier universitaire de Liège ».

Die subsidie wordt uitsluitend bestemd voor de creatie van het kapitaal van het Centrum en zal door het Centrum jaarlijks worden verantwoord overeenkomstig de artikelen 55 en 58 van het koninklijk besluit van 17 juli 1990 houdende coördinatie van de wetten op de Rijkscomptabiliteit.

Ze wordt jaarlijks geïndexeerd volgens de algemene index van de consumptieprijzen.

HOOFDSTUK VI. — *Bepalingen betreffende de psycho-medisch-sociale centra*

**Art. 11.** In afwijking van artikel 3 van de wet van 1 april 1960 betreffende de psycho-medisch-sociale centra, wordt, buiten de personeelsformatie, voor het schooljaar 2002-2003, in het PMSC van Verviers, volgend personeel toegekend : een psycho-pedagogisch adviseur deeltijds voor één vierde betrekking, een maatschappelijk assistent halftijdse betrekking en een paramedisch medewerker halftijdse betrekking.

**Art. 12.** Artikel 52 van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van de psycho-medisch-sociale centra wordt aangevuld met volgend lid :

« In afwijking van lid 1, c) en d), is het bedrag van de subsidies, voor het schooljaar 2001-2002, vastgesteld op het bedrag dat voor het schooljaar 2000-2001 werd toegekend, zoals het werd vastgesteld op grond van artikel 3 van het programmadecreet van 12 juli 2001 houdende verschillende maatregelen betreffende de begrotingsfondsen, het onderwijs, de vakantiecentra en het medisch schooltoezicht, geïndexeerd volgens de verhouding van het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen tussen 1 januari 2002 en 1 januari 2001.

In afwijking van lid 1, c) en d), wordt het bedrag van de subsidies, voor het schooljaar 2002-2003, vastgesteld op het bedrag dat voor het schooljaar 2001-2002 toegekend was, zoals het bij vorig lid werd vastgesteld, geïndexeerd volgens de verhouding van het algemeen indexcijfer tussen 1 januari 2003 en 1 januari 2002. »

**Art. 13.** De werkingsdotaties van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde psycho-medisch-sociale centra worden, voor de schooljaren 2001-2002 en 2002-2003, verhoogd op dezelfde grondslag als voor de verhoging van de subsidies bedoeld in artikel 52, leden 3 en 4, van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van de psycho-medisch-sociale centra.

HOOFDSTUK VII. — *Diensten voor gezondheidspromotie op school*

**Art. 14.** Binnen de perken van de begrotingskredieten, kent de Franse Gemeenschap, voor het schooljaar 2002-2003, de volgende toelagen en vergoedingen toe voor de vaccinatie tegen de meningokok C, uitgevoerd voor de leerlingen die de maatregelen inzake gezondheidspromotie op school genieten :

1° aan de artsen verbonden met een erkende dienst voor gezondheidspromotie op school : een toelage van 1,69 euro per uitgevoerde vaccinatie;

2° aan de inrichtende macht van de dienst voor gezondheidspromotie in de school waarmee de vaccinerende arts verbonden is : een vergoeding van 1,12 euro per uitgevoerde vaccinatie.

HOOFDSTUK VIII. — *Bepalingen betreffende het onderwijs*

**Art. 15.** In artikel 4, § 1, 3°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 maart 1995 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het brevet van ziekenhuisverpleger(verpleegster) en dat van ziekenhuisverpleger(verpleegster), richting geestelijke gezondheid en psychiatrie, wordt toegekend, zoals gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 april 1998 en 8 november 2001, wordt een punt g) toegevoegd, luidend als volgt :

« g) getuigschrift dat overeenstemt met het getuigschrift van het zesde studiejaar van het beroepssecundair onderwijs (afdeling dienstverlening aan personen) met volledig leerplan, uitgereikt door het onderwijs voor sociale promotie met toepassing van artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juni 1999 tot goedkeuring van het referatedossier van de afdeling « Aanvulling algemene vorming » (code 041600S2OD1) met het oog op het behalen van het getuigschrift dat overeenstemt met het schoolgetuigschrift van het zesde studiejaar van het secundair beroepsonderwijs (afdeling dienst aan de personen) » van het onderwijs met volledig leerplan. »

**Art. 16.** De werkingsdotaties voor de internaten van het secundair en buitengewoon basisonderwijs worden forfaitair vastgesteld als volgt :

- a) interne leerling die onder het gewoon onderwijs ressorteert : 1.900 euro;
- b) interne leerling die onder het buitengewoon onderwijs van type 1, 2, 3, 5 en 8 ressorteert : 2.375 euro;
- c) interne leerling die onder het buitengewoon onderwijs van type 4 ressorteert : 2.850 euro.

Die forfaitaire dotaties worden gekoppeld aan het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen 125 van september 1997, met 1988 als basis. De bedragen worden elk burgerlijk jaar geïndexeerd volgens het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen op 1 januari.

**Art. 17.** In afwijking van artikel 32, § 3, lid 1, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwetgeving, wordt het bedrag van de werkingssubsidies, wat de internaten betreft, voor het schooljaar 2002-2003, vastgesteld op het bedrag dat voor het schooljaar 2001-2002 toegekend was op grond van artikel 21, lid 2, van het decreet van 12 juli 2001 waarbij de materiële omstandigheden van de inrichtingen van het basis- en secundair onderwijs worden verbeterd, geïndexeerd volgens de verhouding van het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen tussen 1 januari 2003 en 1 januari 2002.

**Art. 18.** Artikel 6, § 4, van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verloven wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, gewijzigd bij de decreten van 17 juli 1998, 8 februari 1999 en 20 december 2001 wordt aangevuld door het volgende lid :

« Het in lid 3 bedoelde totaal aantal omvat echter niet de verloven wegens opdracht toegekend in het kader van de opleiding tijdens de loopbaan. »

**Art. 19.** Artikel 18, § 2, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met volgend lid :

« Het omvat echter niet de terbeschikkingstellingen voor de uitoefening van een bijzondere opdracht bij een Europese School. »

**Art. 20.** Artikel 7 van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestaties in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra wordt aangevuld met volgend lid :

« Artikel 8 is van toepassing op de Regeringscommissarissen en -afgevaardigden van de universitaire instellingen van de Franse Gemeenschap. »

**Art. 21.** In artikel 7 van het decreet van 24 juni 1996 betreffende het noodprogramma voor de schoolgebouwen van het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd basisonderwijs en secundair onderwijs, worden de woorden « en 2002 » vervangen door de woorden « 2002 en 2003 ».

**Art. 22.** In artikel 20 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2, lid 2, wordt aangevuld met de volgende zin :

« Voor de organisatie van de opleidingen kan zij eveneens een beroep doen op het vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan waarbij zij aangesloten is. »;

2° § 3, lid 2, wordt aangevuld met de volgende zin :

« Voor de organisatie van de opleidingen kan zij eveneens een beroep doen op het vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan waarbij zij aangesloten is. »

#### HOOFDSTUK IX. — *Bepalingen betreffende het « Centre technique horticole de Gembloux »*

**Art. 23.** In artikel 3, 1°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 november 2001 tot oprichting van een Technisch Tuinbouwcentrum van het Onderwijs van de Franse Gemeenschap in Gembloux, worden de woorden « waaronder de directeur van het centrum en » ingevoegd tussen de woorden « georganiseerd door de Franse Gemeenschap » en de woorden « waaronder het inrichtingshoofd van het "Institut technique horticole" ».

**Art. 24.** Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 4. De betrekking van directeur van een technisch tuinbouwcentrum van het onderwijs van de Franse Gemeenschap is toegankelijk voor de personeelsleden die titularis zijn van één van de volgende wervings- of selectieambten :

1° leraar algemene vakken, leraar zedenleer, leraar bijzondere vakken, leraar technische vakken, leraar beroepspraktijk, leraar technische vakken en beroepspraktijk in het secundair onderwijs van de hogere graad;

2° werkmeester;

3° provisor, onderdirecteur. »

**Art. 25.** In het hetzelfde besluit wordt een nieuw artikel *4bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *4bis*. De kandidaten voor het ambt van directeur van het technisch tuinbouwcentrum worden gerangschikt in de volgorde van hun verdiensten door een examencommissie opgericht door de Regering.

Voor de rangschikking van de kandidaten neemt de examencommissie de beoordelingsstaten, de inspectieverslagen en alle door de kandidaat geleverde elementen die ertoe hebben bijgedragen hem een opleiding en een ervaring bij te brengen die beantwoorden aan het profiel van het toe te kennen ambt. »

**Art. 26.** In hetzelfde besluit wordt een nieuw artikel *4ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *4ter*. De directeur van het technisch tuinbouwcentrum van het onderwijs van de Franse Gemeenschap wordt benoemd door de Regering. »

**Art. 27.** In hetzelfde besluit wordt een nieuw artikel 4<sup>quater</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 4<sup>quater</sup>. Voor de toepassing van de statutaire verordeningsbepalingen die niet strijdig zijn met de artikelen van dit besluit, wordt het Centrum gelijkgesteld met een onderwijsinrichting en wordt de directeur van het Centrum gelijkgesteld met een inrichtingshoofd.

Te dien einde blijft de directeur van het Centrum onderworpen aan de verordeningsbepalingen, die niet strijdig zijn met de artikelen van dit besluit, en die betrekking hebben op het administratief en geldelijk statuut dat op hem van toepassing was vóór zijn benoeming binnen het Centrum. »

**Art. 28.** In artikel 6 van hetzelfde besluit, worden de woorden « de opdrachthouder bedoeld in artikel 4 » vervangen door de woorden « de directeur van het Centrum ».

**Art. 29.** In artikel 8 van hetzelfde besluit, worden de woorden « van de opdrachthouder bedoeld in artikel 4 » vervangen door de woorden « van de directeur van het Centrum ».

**Art. 30.** In hetzelfde besluit wordt een nieuw artikel 10<sup>bis</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 10<sup>bis</sup>. De opdrachthouder die, op de datum van 1 januari 2003, de leiding heeft van het « Centre technique horticole de l'enseignement de la Communauté française » te Gembloux, wordt geacht benoemd te zijn in het ambt van directeur van een technisch tuinbouwcentrum op de datum van 1 januari 2003, behalve als hij aan de Regering binnen de vijftien dagen schriftelijk aanvraagt dat het niet zo zou zijn. »

**Art. 31.** Artikel 4 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten wordt aangevuld als volgt :

« 6° directeur van een technisch tuinbouwcentrum van het onderwijs van de Franse Gemeenschap. »

**Art. 32.** In artikel 8, lid 2, van hetzelfde decreet, worden de woorden « van directeur van een centrum voor zelfvorming en voortgezette vorming of van directeur van een openlucht- en recreatiecentrum » vervangen door de woorden « van directeur van een centrum voor zelfvorming en voortgezette vorming, van directeur van een openlucht- en recreatiecentrum of van een directeur van een technisch tuinbouwcentrum van het onderwijs van de Franse Gemeenschap. »

**Art. 33.** In artikel 34 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2001, worden de woorden « van directeur van een centrum voor zelfvorming en voortgezette vorming en van directeur van een openlucht- en recreatiecentrum » vervangen door de woorden « van directeur van een centrum voor zelfvorming en voortgezette vorming, van directeur van een openlucht- en recreatiecentrum of van een directeur van een technisch tuinbouwcentrum van het onderwijs van de Franse Gemeenschap. »

**Art. 34.** In artikel 40 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2001, worden de woorden « van directeur van een centrum voor zelfvorming en voortgezette vorming en van directeur van een openlucht- en recreatiecentrum » vervangen door de woorden « van directeur van een centrum voor zelfvorming en voortgezette vorming, van directeur van een openlucht- en recreatiecentrum of van een directeur van een technisch tuinbouwcentrum van het onderwijs van de Franse Gemeenschap. »

#### HOOFDSTUK X. — Slotbepalingen

**Art. 35.** Artikel 15 heeft uitwerking met ingang van 1 september 1999.

De artikelen 12, leden 1 en 13, hebben uitwerking met ingang van 1 september 2001.

De artikelen 11, 12, lid 2, 14, 17, 18 en 21, hebben uitwerking met ingang van 1 september 2002.

De andere artikelen treden in werking op 1 januari 2003.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 december 2002.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,  
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,  
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang  
en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,  
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,  
R. MILLER

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. N. MARECHAL

Nota

(1) *Zitting 2002-2003.*

*Stukken van de Raad.* — Ontwerp van decreet, nr. 343-1. — Advies van de commissies, nrs. 343-2 en 3. — Commissieamendement, nr. 343-4. — Verslag, nr. 343-5.

*Integraal verslag.* — Bespreking. Vergadering van 10 december 2002. — Aanneming. Vergadering van 11 december 2002.